Plan de relance : la cage d'acier de l'UE

ou pourquoi l'Union Européenne doit être détruite.

mardi 21 juillet 2020, par Denis COLLIN

Cris de victoire des européistes, presse déchaînée comme après une finale de coupe du monde, les mauvais coucheurs sceptiques n'ont qu'à bien se tenir : le sommet de l'UE après 96 heures de négociations est un « sommet historique », c'est notre président qui le dit. Et nous sommes sommés d'applaudir. La vérité est hélas assez différente des discours de la propagande, orchestrée par les gouvernements et une presse qui n'a vraiment plus rien à envier à celle de feu l'Union Soviétique.
Voyons un peu le détail. Macron et Merkel voulaient un plan de relance de 1000 milliards d'euros, moitié en subventions et moitié en prêts (à rembourser). Mais il fallait vaincre les résistances de ceux que journalistes appellent « frugaux », et donc on ne pouvait sortir de ce sommet que par un compromis, selon les bonnes vieilles méthodes.
Nous le savons, la langue de l'UE est la langue des maîtres, c'est-à-dire l'anglo-américain et les journalistes croient que « frugal » en anglais veut dire la même chose que « frugal » en français, alors que « frugal » ne désigne pas du tout la modération mais plutôt l'avarice quand cela caractérise une personne. Les soi-disant « frugaux » devraient plutôt être appelés « pingres », « radins », « avares » ou, en français classique, « fesse-mathieux ». Les Pays-Bas, l'Autriche, la Suède, la Finlande et le Danemark ne sont d'ailleurs pas spécialement radins, mais ils défendent pied à pied leurs intérêts nationaux égoïstes et ne veulent pas payer pour les pays du Sud. Le Sud travaille et les Pays-Bas s'engraissent, accueillant les sièges sociaux de Renault-Nissan, de FCA et bientôt de l'union FCA-PSA. Du reste, il n'y a rien à reprocher aux Pays-Bas puisque leur transformation en paradis fiscal a été avalisée par les gouvernements des autres pays. La Finlande, la Suède et l'Autriche ont longtemps été des pays neutres, s'épargnant les dépenses folles de la guerre froide et ils ont une position un peu à part, qui évidemment ne peut pas être comparée, ni par la population ni par le PIB aux pays centraux que sont l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne et la Pologne. Quant au Danemark, fort sagement, il a refusé d'entrer dans la zone euro et reste donc beaucoup plus libre que les enchaînés volontaires de l'euro.
Pour avoir l'aval des pays hostiles au plan de relance, il fallait donc d'une part réduire la voilure, ce qui fut fait en baissant le montant du plan de relance – en fait, c'était une mise en scène qui permettait à Macron de jouer les gros bras, à Merkel de paraître solidaire et aux gouvernements des Pays-Bas et de l'Autriche de montrer leur poids tout relatif. Mais cela ne suffisait pas. Les soi-disant « frugaux » aiment l'argent et donc en échange de leur accord, ils bénéficient de substantiels rabais sur leur contribution au budget de l'UE : ils sont « solidaires » mais non seulement ne sortiront pas un sou de leur poche mais même ils en gagneront ! Jackpot ! Croyez-vous que cela chagrine Macron et Merkel ? Pas du tout. Cela leur servira à justifier la suite des opérations.
Car l'accord suppose deux choses. D'une part, les emprunts devront être remboursés. Les pays qui emprunteront risquent fort d'être vite étranglés et de se faire faire le coup du grec (équivalent du coup du lapin en langage européen). Et la troïka a déjà revêtu ses costards de rigueur pour prendre l'avion pour Rome, Madrid … ou Paris. En outre, pour ce qui concerne les subventions, l'UE se réserve de contrôler leur utilisation et notamment les conditionne aux efforts de « restructuration » et de « réforme » accomplis dans le domaine de la santé et des retraites. Pour vaincre le Covid, l'UE a une recette magique : détruire encore plus les systèmes de santé !
L'accord enfin suppose une baisse du cadre financier pluriannuel (le budget de l'UE), baisse qui affectera tout particulièrement l'aide à l'agriculture biologique – bien que le gouvernement français se félicite d'avoir « sécurisé la PAC » – et les programmes de recherche dans le domaine de la santé ainsi que les fonds destinés à soutenir la « transition énergétique ».
Gageons que tout cette poudre aux yeux n'aura aucun effet réel, que les licenciements et les fermetures d'entreprises vont se poursuivre à un train d'enfer – on commence à parler de 2 millions de chômeurs supplémentaires en France et non plus un – et que, les profits étant garantis, la facture sera payée par les habitués, les travailleurs et les retraités.

L’Union Européenne doit être détruite !

Denis Collin – le 21 juillet 2020